

Compte rendu de séance

Séance du 30 Juillet 2020

L' an 2020 et le 30 Juillet à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi, salon d'honneur à la Mairie sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CONTAUX Jean-Benoît, GANDON Gérard, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

Monsieur DEROUSSENT Philippe est arrivé à 21 h15.

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme OBART-MICHELET Annick à Mme FLORIOT Anne-Marie, MM : CHAMPAGNE Pierre à Mme RELION Marie-Chantal, JUPPONT Maximilien à M. MAIRE Jean-Marie

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 13
- Présents : 10

Date de la convocation : 24/07/2020

Date d'affichage : 24/07/2020

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

VOTE POUR INSTAURER LE HUIS CLOS - 2020-033

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 10 JUILLET 2020 - 2020-034

BUDGETS PRIMITIFS 2020 FORET - 2020-035

BUDGET PRIMITIF 2020 TRESORERIE - 2020-036

BUDGET PRIMITIF 2020 EAU ET ASSAINISSEMENT - 2020-037

BUDGET PRIMITIF 2020 CHAUFFERIE BOIS - 2020-038

BUDGET PRIMITIF 2020 COMMUNE - 2020-039

FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES - 2020-040

LOCATION TERRAIN DE LA GARE - 2020-041

TARIFS EAU 2021 - 2020-042

SUBVENTIONS 2020 AUX ASSOCIATIONS - 2020-043

RAPPORTS SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT 2019 - 2020-044

DELEGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - 2020-045

DELEGATION AU MAIRE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS, ACCORDS-CADRES ET AVENANTS - 2020-046

VOTE POUR INSTAURER LE HUIS CLOS - 2020-033

Comme l'autorise le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2121-18, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal que la séance se déroule à huis clos en raison de la crise sanitaire actuelle.

Monsieur le Maire soumet le huis clos au vote.

Le conseil municipal décide, par 10 voix pour, 1 contre et une abstention, qu'il se réunit à huis clos.

A la majorité (pour : 10 contre : 1 abstentions : 1)

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 10 JUILLET 2020 - réf : 020 -34

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 10 juillet 2020 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 10 juillet 2020 est adopté.

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGETS PRIMITIFS 2020 FORET - réf : 2020-035

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2020 forêts qui s'équilibre :

- en dépenses et recettes de fonctionnement : 447 718.37 €

- en dépenses et recettes d'investissement : 167 129.03 €

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2020 TRESORERIE -réf : 2020-036

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2020 trésorerie qui s'équilibre :

- en dépenses et recettes de fonctionnement : 10 500.00 €

- en dépenses et recettes d'investissement : 91 419.60 €

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2020 EAU ET ASSAINISSEMENT - réf : 2020-037

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2020 eau et assainissement qui s'équilibre :

- en dépenses et recettes d'exploitation : 231 562.02 €

- en dépenses et recettes d'investissement : 547 382.35 €

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2020 CHAUFFERIE BOIS - réf : 2020-038

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2020 chaufferie bois qui s'équilibre

- en dépenses et recettes d'exploitation à 334 357.89 €

- en dépenses et recettes d'investissement à 106 904.08 €

A l'unanimité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 0)

Arrivée de Mr DEROUSSANT Philippe à 21 h 15

BUDGET PRIMITIF 2020 COMMUNE - réf : 2020-039

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2020 commune qui s'équilibre :

- en dépenses et recettes de fonctionnement à 1 030 788.31 €

- en dépenses et recettes d'investissement à 584 761.51 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES - réf : 2020-040

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **décide** de ne pas augmenter les taux d'imposition par rapport à 2019 et de les reconduire à l'identique sur 2020 soit :

Taxe foncière (bâti) 9.12 %

Taxe foncière (non bâti) 13.57 %

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

LOCATION TERRAIN DE LA GARE - réf : 2020-041

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Décide** de louer le terrain sis à la Gare de LAMARCHE, cadastré section ZR n°54, d'une surface de 79 a 20 ca, au tarif de 100 €/ha par an, sous forme de convention précaire pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 à Monsieur MERLIN Philippe.

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

TARIFS EAU 2021 - réf : 2020-042

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, fixe à compter du 1er janvier 2021 les tarifs eau et assainissement comme suit :

- **Eau :**

- de 0 à 500 m³ : 2.20 €

- + de 500 m³ : 1.89 €

- **Branchement de compteur :** 15 €

- **Taxe Assainissement :** 0.40 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

SUBVENTIONS 2020 AUX ASSOCIATIONS - réf : 2020-043

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions pour l'année 2020 aux associations.

Compte 6574	10 000 €
Comité des Fêtes	1 000 €
U.S.L.	2 000 €
C.G.L.	500 €
ADMR	600 €
A.D.P.3P	600 €
Association Accueil et Loisir (E.S.F)	400 €
La Pétanque Lamarchoise	600 €
Souvenir français	150 €
Amicale des Sapeurs Pompiers	150 €
Au petit bonheur des résidents (Hôpital)	350 €
La Florissante du haut Mouzon -AAPPMA-	200 €
Batterie fanfare l'Espérance Monthureux/saône	100 €
ANPA (Ass Néocastrienne de Protection Animale)	100 €
Fédération Française de Cardiologie (Parcours du cœur)	100 €
S/TOTAL	6 850 €
Divers	3 150 €
TOTAL GENERAL	10 000 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **décide** d'allouer les subventions aux associations locales pour l'année 2020 selon le tableau ci-dessus:

- **dit** que les crédits sont inscrits à l'article 6574 du budget primitif 2020

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 1)

RAPPORTS SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT 2019 - réf : 2020-044

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif

Après présentation des rapports annuels sur le prix et la qualité du service d'eau potable et de d'assainissement collectif pour l'année 2019, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ADOpte** les rapports sur le prix et la qualité du service d'eau potable et de l'assainissement collectif de la commune de LAMARCHE pour l'année 2019

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

DELEGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - réf : 2020-045

Monsieur le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De procéder, dans les limites d'un montant unitaire ou annuel de 1,5 Million d'euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

3° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

6° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

7° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

8° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

9° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

10° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

11° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

12° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L 211-2 ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code.

13° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle.

14° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux.

15° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

16° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme

précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

17° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal fixé à 500000 € par année civile;

18° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

19° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles.

20° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

21° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

22° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

23° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

24° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 1)

DELEGATION AU MAIRE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS, ACCORDS-CADRES ET AVENANTS - réf : 2020-046

Monsieur le maire expose que l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales donne au conseil municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée. Il l'invite à examiner s'il convient de faire application de ce texte.

Le conseil, après avoir entendu Monsieur le maire,

Vu l'article L 2122-22 (4°) du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Monsieur le maire certaines des délégations prévues par l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Décide :

de donner une délégation à caractère général reprenant le 4° de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire est chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, **lorsque les crédits sont inscrits au budget.**

Il rendra compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de la présente délégation de pouvoir (art. L 2122-23 du code général des collectivités territoriales).

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 1)

Questions diverses :

Universités des Maires

L'association des maires des Vosges organise les Universités des Maires et des Présidents de Communauté de Communes les 3 et 4 septembre prochain au centre des congrès à EPINAL.

Commissions thématiques Communautés de Communes "Les Vosges Côté Sud Ouest"

La communauté de communes "Les Vosges Côté Sud Ouest" ouvrent sept commissions aux membres des conseils municipaux soit :

1. Aménagement du Territoire - Habitat - Environnement
2. Finances
3. Développement économique et Touristique
4. Accès à la Santé, Services à la population, Association, Sports et Culture
5. Affaires scolaires et périscolaires
6. Equipements communautaires
7. Avenir et perspectives du territoire.

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire en mairie.

Séance levée à : 22:00

En mairie, le 31/07/2020
Le Maire, Daniel VAGNE